

LA POLITIQUE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS NOTRE PAYS

La gestion par l'absurde

La politique de l'éducation suivie par notre pays depuis l'indépendance est caractérisée par l'à-peu-prisme et la fuite en avant qui sont deux éléments tout à fait étrangers aux valeurs de logique, de rationalité, de synthèse et d'organisation planifiée qu'on apprend justement dans une école qui respecte son étendard de lieu du savoir et de la connaissance universelle, que l'on transmet par conviction pour mieux préparer les apprenants à affronter les difficultés de leur temps et à aspirer à un mieux-être sur cette terre bénie d'Algérie.

Par D^r D. Benyahia*

Si on exclut volontiers la première décennie où l'effort à mener s'est cristallisé sur la construction des écoles et la formation des formateurs, il est grand temps de reconnaître que tout ce qui a été fait après n'est qu'une succession de recettes de charlatans qui, au mieux, ont permis d'embaucher des milliers de manœuvres dans ce vaste chantier où tous les membres du corps sont mis à contribution sauf la tête, qui a été sommée de se mettre au frigo dès l'admission ; au pire, ont transformé les établissements scolaires et universitaires en entrepôts de conditionnement et de conservation où en supergarderies, c'est selon !! Ainsi, nous citerons à titre indicatif les plus zélés d'entre ces charlatans d'un nouveau genre qui ont donné un sérieux coup d'accélérateur à cette descente aux enfers. Le premier coup de grâce a été l'œuvre de Kherroubi and co dont les hauts faits d'armes ont été l'arabisation musclée opérée et l'article 120 qui a été surtout érigée en son temps pour éteindre et éloigner du champ de décision le peu de matières grises qu'avait notre pays à l'époque, dont le seul reproche avéré qu'on pouvait faire aux responsables incriminés était lié à leur maîtrise de la langue de Voltaire.

Le second des Mohicans est lui toujours aux commandes de ce train de l'éducation, qui n'arrête pas de siffler mais qui n'a jamais quitté la gare, il s'agit de l'indéboulonnable Benbouzid. Ce ministre, décrié par tous et qui a été maintenu contre vents et marées, est à même d'incarner cette gestion politicienne



Photo: Samir Sid

qui se gargarise de chiffres trompeurs alors que tous les indicateurs, notamment ceux des performances pédagogiques, sont précisément au rouge. Qui veut-on leurrer, les Algériens ? L'Unesco ? Le monde qui nous entoure ? Nous ne savons pas trop. N'est-ce pas Benbouzid qui manipule à volonté les taux de réussite au Bac avant même que l'examen n'ait lieu, prouvant à ses supérieurs qu'avec des taux de plus en plus élevés ces dernières années, sa politique de l'approche par l'absurde a justement réussi ? C'est ce même ministre de la République qui, sans gêne aucune, fait une grosse coupe dans les programmes en disant à qui veut l'entendre que les épreuves ne porteront pas sur tel ou tel chapitre. Quel sens, quel niveau, quelle reconnaissance donner à ce baccalauréat avec de telles inepties, sachant que les enseignants et surtout leurs élèves vont négliger de facto les parties amputées, alors qu'elles sont essentielles dans la compréhension globale des phénomènes et/ou des approches développées ? Il fut un temps où la mention assez bien au baccalauréat était synonyme de grandes capacités chez son détenteur. Avec Benbouzid, on a appris à compter des milliers de mentions bien et très bien alors que dans la réalité, certains de ces lauréats sont incapables de commenter une courbe (non mémorisée), de tirer les tendances d'un tableau de valeurs, de faire une synthèse d'un article, de rédiger convenablement et sans fautes en français, en arabe, en anglais ou en tamazight.

Les résultats de leur scolarité, dès leur admission à l'université (ici et plus encore ailleurs), prouvent, si besoin

est, que le souci de Benbouzid n'est point d'améliorer la qualité de l'enseignement et ses performances pédagogiques mais de s'éterniser au poste occupé, Ad vitam aeternam. N'est-ce pas lui qui a déclaré vouloir «fermer l'université» en réponse à une grève de plusieurs mois du Cnes, au lieu d'avoir l'humilité et la grandeur de démissionner de son poste, car incapable de répondre positivement aux préoccupations des enseignants de l'université à l'époque. Il est vrai que ce comportement qui fait honneur à ses auteurs ne fait pas partie des mœurs de nos dirigeants. Il est utile de signaler que dans cette vaste déstructuration par réformettes inappropriées opérées çà et là, nous n'omettrons pas de relever qu'il y a eu d'authentiques responsables qui ont voulu infléchir cette tendance, mais, malheureusement, ils n'ont pas pu lutter ou imposer leurs idées à des décideurs qui ont toujours érigé le critère de la durabilité avec si possible une relative paix sociale comme élément capital d'une bonne gouvernance.

Nous pouvons citer la sonnette d'alarme tirée par feu Lacheraf, que Dieu ait son âme, quand il a eu l'honneur d'être sollicité aux commandes de l'éducation et la petite contribution de Djebbar qui voulait, en créant un superministère, amener les pouvoirs publics à avoir une politique de l'éducation cohérente et structurée qui repose sur l'apport concerté et responsable de ses différents paliers. Qu'en est-il à l'université, où la souffrance, l'incompréhension et le dépit de sa composante malade est proportionnelle à la dose de l'à-peu-prisme que les ministres appelés à son chevet ont

administrée comme traitement thérapeutique ? Si justement un bon médecin qui se respecte ne préconise un traitement qu'après avoir examiné le malade et parfois après avoir pris connaissance de son bilan de santé, il n'est pas faux de dire que les ministres (y compris l'illustre Benbouzid) qui se sont succédé à la tête de ce département, ô combien important pour le développement d'un pays, ont procédé à des pseudo-réformes sans qu'aucun audit ou état des lieux, même sommaire, n'ait été réalisé au préalable.

L'introduction du nouveau système d'enseignement LMD a été justement conduite en droite ligne par rapport à cette logique avec des mots d'ordre vaseux comme la mondialisation, la mobilité et... tutti quanti. Certains recteurs d'université ont cautionné cette «mahzala», eux qui ont été chargés de la mission d'implanter et de généraliser ce système, adviene que pourra !

Le comble c'est que les décideurs ainsi que les têtes pensantes de cette réforme étaient incapables d'avoir une vue au moins à moyen terme. Ils essayaient de régler les problèmes au fur et à mesure qu'ils apparaissaient. Même les textes d'application et les circulaires naissaient au jour le jour. Si bien qu'on est arrivé, après presque une décennie d'application, à une situation inextricable, matérialisée par le décret présidentiel 10-315 du 13 décembre 2010 (qui fixe la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires), où on retrouve des systèmes d'équivalence qui n'ont jamais été discutés à la base et qui viennent d'être remis en cause, à juste titre,

par cette base qui, aux yeux des décideurs, ne compte que pour du beurre, la plupart du temps rance !!!

En effet, s'il faut reconnaître au président de la République le mérite de reconsidérer le statut des enseignants chercheurs et les réhabiliter pour crédibiliser un tant soit peu une échelle de valeur mondialement admise, il est grand temps de penser à décerner à Benbouzid, Amar Tou et Harraoubia des distinctions pour leur contribution à... la déstructuration réussie de l'éducation et de l'enseignement supérieur dans notre pays.

En effet, les résultats sont là, à la portée de tous : 1/ Le premier cycle est caractérisé, qu'on le veuille ou non, par le niveau de plus en plus faible des élèves qui obtiennent le baccalauréat (parfois avec des mentions remarquables) qui sont d'ailleurs recalés dès les premiers examens passés à l'université. Ce niveau se matérialise aussi bien par la non-maîtrise de l'expression écrite et parlée des langues mais aussi par le poids des méthodes suivies qui favorisent dans leur grande majorité la mémorisation au détriment de l'esprit de réflexion, de synthèse, de logique cartésienne et d'approches structurées.

Les apprenants sont capables de réciter un cours de plusieurs pages, illustrations comprises, mais peinent à faire un raisonnement cohérent pour interpréter une observation ou disséquer et dénouer graduellement les données d'une problématique.

2/ Au second cycle (à l'université), on a réussi la performance de subdiviser les étudiants en deux collèges : le premier est réservé à ceux qui se sont inscrits en LMD. Les bénéficiaires ont tous les égards. Ils bénéficient des moyens et de l'attention de la tutelle et en plus, ils ne doivent pas trop se fatiguer pour arriver après seulement 5 années d'études à s'inscrire en doctorat. D'ailleurs, ils ne sont pas tenus de s'arrêter après la licence, car on leur a promis une inscription de fait en master. Résultat des courses, au lieu de favoriser l'émergence de diplômes intermédiaires, pour éponger les demandes du secteur de l'emploi qui sollicite plus de cadres moyens que de docteurs, on va asphyxier davantage l'université où on va compter de plus en plus d'entrants et peu de sortants.